

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 27 mai 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

51,3

C'est le niveau de l'indice des directeurs d'achats (PMI) pour le Ghana en avril 2024.

Nigéria :

La croissance du Nigéria atteint 2,98 % au premier semestre de 2024 ; L'Autorité des marchés financiers du Nigéria va bientôt publier un cadre légal encadrant la recapitalisation des banques ; Lagos dévoile un plan directeur du secteur des transports sur 15 ans ; Chemin de fer Nigeria-Niger : la BAD injectera 375 millions de dollars.

Ghana :

La BoG maintient son taux directeur à 29%, le crédit au secteur privé toujours dans le rouge ; Annonce du partenariat public-privé NGIC du gouvernement et de

7 partenaires pour la 5G au Ghana d'ici 6 mois ; Les deux principaux candidats à l'élection présidentielle, l'ancien président John Dramani Mahama du National Democratic Congress (NDC) et le vice-président Dr Mahamadu Bawumia du New Patriotic Party (NPP) se sont succédés sur la scène du « Ghana CEO Summit and Excellence Awards » à Accra, exposant leur vision différente pour diriger l'économie vers une reprise de la croissance.

Nigeria

La croissance du Nigéria atteint 2,98 % au premier semestre de 2024

Pour les trois premiers mois de l'année, l'économie du Nigéria s'est montrée résiliente et enregistre une croissance de presque 3 % en glissement annuel, soit 0,7 pp de plus qu'au premier trimestre 2023, [selon les données publiées par le Bureau nigérian des statistiques \(NBS\)](#). Ce chiffre dénote toutefois un net ralentissement par rapport à la croissance enregistrée au quatrième trimestre 2023, qui s'élevait à 3,5 %. Les données ont également permis [d'apprécier les secteurs qui ont le plus contribué au PIB](#) du Nigéria lors de ce premier trimestre. En termes de contribution économique, l'agriculture arrive en tête avec une contribution à hauteur de 21,1 %, suivie du secteur de l'information et de la communication à hauteur de 17,9 %, et le commerce qui complète la tête du classement à 15,7 %. La part du secteur pétrolier n'est que de 6,4 %, inférieure à celle du secteur manufacturier (10 %) et financier (6,8 %), signe d'une économie diversifiée, même si le pétrole occupe toujours une place prépondérante dans les recettes publiques et les entrées de devises étrangères. Lorsque les différents secteurs serviciels sont agrégés, le secteur tertiaire dans son ensemble reste largement dominant, et représente 58 % du PIB.

En termes de progression de l'activité, le secteur des banques et assurances reste parmi les plus dynamiques avec une croissance de 31,2 % en g.a, en hausse de 9,9 pp par rapport au trimestre équivalent en 2023, malgré une politique monétaire restrictive. Les secteurs de l'agriculture, du commerce et de l'industrie manufacturière, n'ont connu qu'une faible croissance ce trimestre, atteignant 0,2 %, 1,2 % et 1,5 % en g.a respectivement. Les services ont quant à eux cru de 4,3 % pour ce trimestre

L'Autorité des marchés financiers du Nigéria va bientôt publier un cadre légal

encadrant la recapitalisation des banques

Dr Emomotimi Agama, le nouveau directeur général à la tête de l'Autorité des marchés financiers (SEC), a annoncé à l'occasion d'une réunion avec les directeurs de l'Institut des opérateurs des marchés des capitaux (ICMR) à Abuja qu'un [cadre réglementaire sera publié très prochainement pour encadrer l'exercice de recapitalisation des banques](#) et permettre de guider les marchés. Cela vient en réponse à la [circulaire du 28 mars 2024](#) de la Banque centrale du Nigéria (CBN) qui met en place des seuils plus élevés de capitalisation minimale pour les différentes catégories de banques, avec une obligation de les atteindre d'ici 2026. Cette mesure devrait renforcer la résilience du système financier face aux chocs économiques et permettre d'accroître les ressources disponibles pour financer l'économie.

Selon lui, la création de ce nouveau cadre s'inscrit dans une approche concertée, dans laquelle l'intégralité des acteurs auront l'occasion d'interagir avec l'autorité des marchés financiers pour s'assurer que tous les problèmes soient traités. En effet, les marchés des capitaux seront une source essentielle pour permettre aux banques d'atteindre les nouvelles exigences du régulateur. La formule retenue pour le calcul de ces obligations est très stricte et ne comptabilisera que le capital libéré et les primes d'émission. Cela ne laisse de fait que trois options aux banques : le déclassement en cas de non-conformité, les fusions et acquisitions, et enfin, les augmentations de capital, d'où l'importance d'avoir un cadre réglementaire robuste permettant une levée des capitaux efficace sur les marchés financiers.

Lagos dévoile un plan directeur du secteur des transports sur 15 ans

Le gouverneur de Lagos, Babajide Sanwo-Olu, a dévoilé [un document relatif à la politique transport de l'Etat sur 15 ans](#), visant à répondre aux défis de la mobilité, tels que les embouteillages, la pollution de l'air ainsi que le manque et la vétusté des infrastructures de transport. Ces problèmes sont par ailleurs exacerbés par la croissance exponentielle de la population de l'État de Lagos, qui dépasserait aujourd'hui les 20 millions d'habitants. **Ce plan directeur multimodal intègre le développement des transports routiers, ferroviaires et fluviaux-lagunaires, et vient compléter les projets Lagos Rail Mass Transit (LRMT) et OMI EKO qui doivent contribuer à la diversification des modes de transport.** Ce premier prévoit la construction de six lignes de train aérien, dont deux (la Blue Line et la Red Line) sont déjà en service. Le deuxième, financé à hauteur de 360 M EUR (sur un total de 410 M EUR) par l'Agence française de développement, l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement, prévoit la construction de 15 voies de ferry sur la lagune de Lagos.

Chemin de fer Nigeria-Niger : la BAD injectera 375 millions de dollars

Le président de la Banque africaine de développement (BAD) a annoncé que cette dernière allait mobiliser [375 M USD pour financer la liaison ferroviaire reliant le Nigéria au Niger](#). Le projet s'étend sur une longueur totale de 284 km entre la ville de Kano, poumon commercial du nord du Nigéria, et la ville marchande de Maradi dans le sud du Niger. Son coût total est estimé à 2 Md USD. Le reste du projet est notamment financé par un consortium dirigé par l'entreprise chinoise CCECC, en charge de sa construction. Les travaux sont à ce stade achevés à 80% et doivent normalement être terminés en 2025. **La liaison ferroviaire entre le Nigéria et le Niger par voie doit permettre de repositionner le Nigéria comme un pays majeur de transit des marchandises vers et en provenance du Niger**, ce dernier passant essentiellement par le Bénin pour l'export et l'acheminement de ses marchandises transitant par fret maritime. La construction de ce tronçon Kano – Maradi fait partie d'un plan plus large, le « plan directeur national intégré pour les infrastructures », qui prévoit une vision stratégique sur 25 ans pour la construction et la réhabilitation des chemins de fer au Nigéria.

Ghana

La BoG maintient son taux directeur à 29%, le crédit au secteur privé toujours dans le rouge

[La Banque du Ghana \(BoG\) a maintenu son taux directeur à 29 % à l'issue de sa réunion de mai 2024](#). Son Gouverneur Dr Ernest Addison a souligné la nécessité de contenir les anticipations d'inflation et d'éviter que la dépréciation du cedi ne s'enracine. **La BoG confirme que les projections d'inflation pour la fin d'année 2024 si situent entre 13 % et 17%, notant que ces prévisions dépendent du maintien d'une politique monétaire stricte et d'une gestion des liquidités, en raison des risques associés à la faiblesse du cedi et à la hausse des tarifs de transport.**

Les réserves des banques commerciales auprès de la BoG ont augmenté suite à la mise en œuvre de la réforme du Cash Reserve Requirement (CRR) le mois dernier. En avril 2024, la croissance de la monnaie de réserve avait atteint 51,9 % en glissement annuel, contre 46,5 % en avril 2023. Cette mesure vise à dissuader les banques d'investir excessivement dans les titres d'État au détriment des prêts au secteur privé, et à absorber l'excès de liquidités. En effet, les investissements des banques dans les obligations d'État ont atteint 53,6 Md GHS (4,2 Md USD) en février 2024, soit une augmentation annuelle de 67,6 %.

La croissance du crédit au secteur privé a fortement ralenti, passant de 19,8 % en avril 2023 à 10,8 % en avril 2024, ce qui, ajusté de l'inflation, correspond à une contraction de 11,4%. De plus, le ratio de prêts non performants a augmenté pour atteindre 25,7 % en avril 2024, contre 18 % en avril 2023.

Annonce du partenariat public-privé NGIC du gouvernement et de 7 partenaires pour la 5G au Ghana d'ici 6 mois

[La Next-Gen Infrastructure Company \(NGIC\), titulaire de la première licence 5G au Ghana, souhaite construire et exploiter un réseau 4G/5G national dans les six prochains mois.](#) Ce partenariat public-privé inclut le gouvernement ghanéen et sept leaders de l'industrie : Ascend Digital, K-NET, Radisys, Nokia, Tech Mahindra et les opérateurs de réseaux mobiles locaux AT Ghana, et Telecel Ghana. L'objectif est de fournir des services 5G abordables à tous les ghanéens, puis éventuellement d'étendre ces services à d'autres régions d'Afrique.

NGIC prévoit de construire 4 400 sites cellulaires pour améliorer la couverture mobile et introduire des services numériques, en particulier dans les secteurs de l'éducation, de la santé, et des transactions financières. La ministre des Communications et de la Numérisation, Ursula Owusu-Ekufu, a exprimé son enthousiasme pour ce projet inspiré du modèle indien de données mobiles à faible coût, affirmant que NGIC aidera à « réinitialiser » l'économie ghanéenne en attirant des investissements et en facilitant l'accès aux services électroniques.

Cette initiative vise à réduire la fracture numérique et à promouvoir l'inclusion financière en introduisant des systèmes de paiement numériques par le biais de systèmes P2P (peer-to-peer), P2M (peer-to-merchant) et M2M (merchant-to-merchant). Le Ghana compte actuellement trois principaux opérateurs de télécommunications, MTN Ghana, Telecel Ghana (services 4G) et AirtelTigo (réseau 3,5G). Ce partenariat public-privé devrait accélérer la transformation numérique du Ghana et rapprocher le pays de l'objectif de 100% de numérisation d'ici 2030.

Les deux principaux candidats à l'élection présidentielle, l'ancien président John Dramani Mahama du National Democratic Congress (NDC) et le vice-président Dr Mahamadu Bawumia du New Patriotic Party (NPP) se sont succédés sur la scène du « Ghana CEO Summit and Excellence Awards » à Accra,

exposant leur vision différente pour diriger l'économie vers une reprise de la croissance

L'ancien président (NDC) a expliqué que sa priorité sera de stabiliser l'économie et de rétablir une monnaie stable en lançant un plan d'assainissement budgétaire, à la suite d'un dialogue économique national qui se tiendra dans les 100 jours suivant son entrée en fonction. Il a aussi déclaré que la diversification économique était impérative pour réduire la dépendance du pays à l'égard des industries traditionnelles et renforcer la résistance aux chocs extérieurs. La collaboration entre les secteurs privé et public est selon lui indispensable pour créer un environnement favorable à l'innovation et à l'esprit d'entreprise. Enfin, il a annoncé vouloir établir un programme d'investissement prioritaire (PIP) pour couvrir les projets d'infrastructures critiques dans les domaines des transports, de l'énergie, des télécommunications, de l'industrie manufacturière, de l'eau et de l'assainissement, etc. Celui-ci sera mis en œuvre dans le cadre d'un plan de 10 Md USD sur 5 ans, investissant dans des projets d'infrastructure prioritaires afin de stimuler la croissance économique et la prospérité.

De son côté M. Bawumia a défendu le bilan de son gouvernement en expliquant que celui-ci avait fait beaucoup mieux dans les domaines de l'agriculture, de la création d'emplois, des écoles, des hôpitaux, et des installations sanitaires que tous les gouvernements précédents. Il a rappelé les progrès réalisés en matière de transformation numérique et d'inclusion financière, qui sont essentielles, selon lui, pour stimuler la collecte des recettes fiscales. Aujourd'hui, près de 85 % de la population active du pays a désormais accès à un numéro d'identification fiscale (NIF). Enfin, le vice-président a aussi déclaré que son gouvernement orienterait les dépenses publiques vers le secteur privé dans le cadre d'une initiative visant à l'aider à se développer.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr